

Etat civil complet de la personne contestant son avis de contravention
Prénom, NOM,
Date et lieu de naissance, Nationalité
Adresse

Officier du Ministère public près le _____
Adresse :

Ville, le JJ/MM/2020

LETTRE RECOMMANDEE AR n°

V/Réf. : Avis de contravention n° _____

OBJET : Contestation contravention vu les,

« Décret n° 2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire loi n° 2020-293 du 23 mars d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19,
Décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus COVID-19,
Décret n° 2020-264 du 17 mars 2020 portant création d'une contravention réprimant la violation des mesures destinée à prévenir et limiter les conséquences des menaces sanitaires graves sur la santé de la population ».

Madame, Monsieur l'Officier du Ministère public,

Je vous informe contester l'infraction qui a été retenue à mon encontre le (date et heure retenues sur l'avis de contravention) à _____ (lieu précis retenu sur l'avis de contravention) du chef du « non respect des obligations du confinement » par décrets susvisés et vu le nouveau code de la santé publique, notamment ses articles L. 3131-15 et L. 3131-17.

Cette contravention incrimine le fait d'avoir commis violation sur les interdictions prises au titre des articles L. 3131-1 et L. 3131-15 à L. 3131-17 qui est punie de l'amende pour les contraventions de la 4^{ème} classe, avec application de la procédure d'amende forfaitaire (article 529 du code de procédure pénale).

Une telle interdiction doit donc nécessairement être édictée dans les conditions prévues auxdits articles.

Or, j'ai été contrôlé(e) le JJ/MM/2020 à HH:MM et verbalisé(e) or, je disposais tous justificatifs prouvant le motif de mon déplacement et me donnant droit:

- Attestation de déplacement dérogatoire dûment remplie par mes soins en application de l'article 3 du décret du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie du Covid19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,
- Attestation de mon employeur m'autorisant à me déplacer pour me rendre sur mon lieu de travail
- Carte identité et éventuellement justificatif domicile.

L'agent verbalisateur a usé de son pouvoir à mauvais escient, à mon sens c'est une interprétation de la loi abusive et/ou fantaisiste. J'ai eu à faire à une personne zélée non à l'écoute/ agressive/ menaçante/ discriminante/ ne respectant pas les mesures de sécurité ordonnées par le gouvernement.

(...) Explication de la situation, si possible justifiez la (avec un ticket de caisse, une ordonnance, attestation de travail, etc.)

ET,

Même sans justification (comment prouver que l'on emmène ses poubelles au container, que l'on ne peut acheter qu'une seule baguette de pain, que sans permis de voiture le seul moyen de se déplacer est le vélo, que l'on dispose d'une boulangerie à proximité mais que l'on cumule les achats à un endroit plus loin que le premier magasin se trouvant le plus proche de chez nous : qui peut être très cher ou en rupture de beurre, lait, farine, pâtes, œufs,... que l'on rende service à un-e ami-e isolé-e et vulnérable...).

Lors du contrôle, aucun article de loi ne nous oblige à avoir un ticket de caisse, à ouvrir nos sacs de courses, à aller au magasin le plus proche du lieu du domicile, ...

Prouvez-votre bonne foi, faites appel à leur bon sens, relever leurs incohérences.

Dès lors que toutes les conditions énoncées dans le cadre de « l'état d'urgence sanitaire » ont été respectées, il en convient qu'il est de mon droit et de mon devoir de contester la dite contravention et de signaler un abus de pouvoir prévu par les articles 432-1 et 432-2 du code pénal.

C'est en l'état que je conteste la contravention de 4^{ème} classe dont j'ai été frappée et par la présente je vous sollicite à renoncer à toutes éventuelles poursuites à mon encontre.

Je vous prie de bien vouloir trouver sous ce pli, original de l'avis de contravention n° ---- du ---- 2020.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur l'Officier du Ministère public, en l'expression de mes sentiments distingués.

Signature